

Mandat croissance équilibrée Visio Patrimoine Privé IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

Les présents états financiers ne contiennent pas le rapport de la direction sur le rendement du Fonds (« RDRF ») du fonds de placement.

Toute personne peut obtenir sans frais un exemplaire du dernier prospectus simplifié, de la notice annuelle, du rapport de la direction sur le rendement du Fonds, du document Aperçu du Fonds, du document d'informations trimestrielles sur le portefeuille et du document d'informations sur le vote par procuration en composant le numéro sans frais 1 877 625-9885, en écrivant à Services de portefeuille Counsel Inc., 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario) L4W 0E4, en visitant notre site Web à l'adresse www.counsel.services.com ou le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

RAPPORT DE LA DIRECTION

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers ci-joints ont été établis par Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire ») en sa qualité de gestionnaire du Mandat croissance équilibrée Visio Patrimoine Privé IPC (le « Fonds »). Le gestionnaire est responsable de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité des données présentées. Cette responsabilité comprend le choix de principes comptables appropriés et la formulation de jugements et d'estimations conformes aux Normes internationales d'information financière. Le gestionnaire est également responsable de l'établissement de contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière destinés à fournir une assurance raisonnable quant à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière présentée.

Le conseil d'administration (le « conseil ») de Services de portefeuille Counsel Inc. est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers, ainsi que de la surveillance de la façon dont le gestionnaire s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière. Le conseil rencontre aussi régulièrement le gestionnaire, les auditeurs internes et les auditeurs externes afin de discuter des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et des questions de présentation de l'information financière.

Le 31 mars 2023, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. a été nommé auditeur externe du Fonds. Il est nommé par le conseil. L'auditeur externe a audité les états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin de lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers à l'intention des porteurs de titres. Son rapport est présenté ci-dessous.

Le président et chef de la direction,



Sam Febraro

La chef des finances,



Paulette Jervis

Le 5 juin 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des porteurs de titres du Mandat croissance équilibrée Visio Patrimoine Privé IPC (le « Fonds »)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état du résultat global pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- l'état de l'évolution de la situation financière pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- le tableau des flux de trésorerie pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point – Informations comparatives

Les états financiers pour la période close le 31 mars 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 13 juin 2022.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

– des informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Autres informations (suite)

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport de l'auditeur.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Toronto (Ontario)
Le 5 juin 2023

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars (en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2023	2022
ACTIF		
Actifs courants		
Placements à la juste valeur	34 118	28 751
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	522
Dividendes à recevoir	4	–
Sommes à recevoir pour placements vendus	128	–
Sommes à recevoir pour titres émis	22	–
Sommes à recevoir du gestionnaire	1	1
Total de l'actif	34 273	29 274
PASSIF		
Passifs courants		
Dette bancaire	74	–
Sommes à payer pour placements achetés	38	520
Sommes à payer pour titres rachetés	1	–
Sommes à payer au gestionnaire	1	1
Total du passif	114	521
Actif net attribuable aux porteurs de titres	34 159	28 753

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2023	2022
Revenus		
Dividendes	564	287
Revenu d'intérêts et autres revenus	305	83
Autres variations de la juste valeur des placements et autres actifs nets		
Profit (perte) net(te) réalisé(e)	(578)	168
Profit (perte) net(te) latent(e)	(63)	(451)
Revenu tiré du prêt de titres	3	–
Revenu provenant des rabais sur les frais	15	11
Total des revenus (pertes)	246	98
Charges (note 6)		
Frais de gestion	302	200
Rabais sur les frais de gestion	(11)	(7)
Frais d'administration	50	32
Intérêts débiteurs	1	–
Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille	4	3
Frais du comité d'examen indépendant	1	–
Charges avant les montants absorbés par le gestionnaire	347	228
Charges absorbées par le gestionnaire	–	–
Charges nettes	347	228
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, avant impôt	(101)	(130)
Charge (économie) d'impôt étranger retenu à la source	36	20
Charge d'impôt étranger sur le résultat (recouvrée)	–	–
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	(137)	(150)

	Actif net attribuable aux porteurs de titres (note 3)			
	par titre		par série	
	2023	2022	2023	2022
Série A	10,15	10,46	11 495	8 788
Série F	10,08	10,45	14 657	13 199
Série I	10,10	10,47	4 545	4 603
Série Patrimoine privé	10,10	10,48	3 462	2 163
			34 159	28 753

	Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation (note 3)			
	par titre		par série	
	2023	2022	2023	2022
Série A	(0,16)	(0,26)	(149)	(142)
Série F	(0,05)	(0,03)	(66)	(26)
Série I	(0,05)	0,08	(22)	25
Série Patrimoine privé	0,27	(0,13)	100	(7)
			(137)	(150)

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	Total		Série A		Série F		Série I		Série Patrimoine privé	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE TITRES										
À l'ouverture	28 753	6 644	8 788	1 430	13 199	2 927	4 603	2 100	2 163	187
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	(137)	(150)	(149)	(142)	(66)	(26)	(22)	25	100	(7)
Distributions aux porteurs de titres :										
Revenu de placement	(441)	(157)	(63)	(9)	(182)	(81)	(103)	(57)	(93)	(10)
Gains en capital	(195)	(151)	(1)	–	(118)	(111)	(40)	(34)	(36)	(6)
Rabais sur les frais de gestion	(11)	(7)	(3)	(1)	(8)	(6)	–	–	–	–
Total des distributions aux porteurs de titres	(647)	(315)	(67)	(10)	(308)	(198)	(143)	(91)	(129)	(16)
Opérations sur les titres :										
Produit de l'émission de titres	11 429	24 512	4 223	7 816	4 088	11 749	389	2 593	2 729	2 354
Réinvestissement des distributions	643	315	67	10	304	198	143	91	129	16
Paievements au rachat de titres	(5 882)	(2 253)	(1 367)	(316)	(2 560)	(1 451)	(425)	(115)	(1 530)	(371)
Total des opérations sur les titres	6 190	22 574	2 923	7 510	1 832	10 496	107	2 569	1 328	1 999
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres	5 406	22 109	2 707	7 358	1 458	10 272	(58)	2 503	1 299	1 976
À la clôture	34 159	28 753	11 495	8 788	14 657	13 199	4 545	4 603	3 462	2 163
Augmentation (diminution) des titres du Fonds (en milliers) (note 7) :										
Titres en circulation, à l'ouverture			Titres	Titres	Titres	Titres	Titres	Titres	Titres	Titres
Émis			840	139	1 263	285	440	204	206	18
Réinvestissement des distributions			425	728	418	1 094	39	239	278	222
Rachetés			7	1	32	18	15	8	13	1
Titres en circulation, à la clôture			(139)	(28)	(258)	(134)	(44)	(11)	(154)	(35)
			1 133	840	1 455	1 263	450	440	343	206

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes closes les 31 mars (en milliers de \$)

	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) nette de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	(137)	(150)
Ajustements pour :		
Perte (profit) net(te) réalisé(e) sur les placements	585	(161)
Variation de la perte (du profit) net(te) latent(e) sur les placements	63	451
Distributions en nature reçues de fonds sous-jacents	(310)	(88)
Achat de placements	(19 872)	(26 955)
Produit de la vente et de l'échéance de placements	13 557	5 092
(Augmentation) diminution des sommes à recevoir et autres actifs	(4)	(1)
Augmentation (diminution) des sommes à payer et autres passifs	–	1
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(6 118)	(21 811)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de titres	11 407	24 512
Paiements au rachat de titres	(5 881)	(2 253)
Distributions versées, déduction faite des réinvestissements	(4)	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	5 522	22 259
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(596)	448
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à l'ouverture	522	74
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	(74)	522
Trésorerie	–	522
Équivalents de trésorerie	–	–
Dette bancaire	(74)	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	(74)	522
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Dividendes reçus	560	180
Impôts étrangers payés	36	20
Intérêts reçus	10	6
Intérêts versés	1	–

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILIBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

TABLEAU DES PLACEMENTS

au 31 mars 2023

	Pays	Secteur	Parts	Coût moyen (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	États-Unis	Fonds négociés en bourse	58 096	2 795	2 794
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	Multinational	Fonds négociés en bourse	17 289	1 038	1 019
¹ FINB Actions canadiennes Mackenzie	Canada	Fonds négociés en bourse	53 338	6 620	6 522
¹ FINB Actions internationales Mackenzie	Canada	Fonds négociés en bourse	68 483	6 970	7 148
¹ FNB indiciel d'obligations canadiennes à long terme Vanguard	Canada	Fonds négociés en bourse	51 763	1 147	1 122
Total des fonds négociés en bourse				18 570	18 605
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT					
Counsel U.S. Growth, série O	Canada	Fonds communs de placement	144 222	6 343	6 086
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	Canada	Fonds communs de placement	997 826	9 670	9 427
Total des fonds communs de placement				16 013	15 513
Coûts d'opérations				(3)	–
Total des placements				34 580	34 118
Dette bancaire					(74)
Autres éléments d'actif moins le passif					115
Actif net attribuable aux porteurs de titres					34 159

¹ L'émetteur de ce titre est une partie liée au gestionnaire du Fonds.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

APERÇU DU PORTEFEUILLE

31 MARS 2023

TYPE DE FONDS SOUS-JACENT	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Fonds négociés en bourse	54,5
Fonds de revenu	27,6
Fonds d'actions	17,8
Autre	0,1

RÉPARTITION SECTORIELLE EFFECTIVE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Obligations de sociétés	25,7
Services financiers	10,6
Technologie de l'information	9,2
Obligations fédérales	8,0
Obligations provinciales	7,7
Produits industriels	6,6
Consommation discrétionnaire	6,6
Matériaux	4,7
Énergie	4,6
Soins de santé	4,6
Services de communication	3,9
Consommation de base	3,5
Services publics	1,4
Autre	2,9

RÉPARTITION EFFECTIVE PAR PAYS	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Canada	51,4
États-Unis	23,3
Japon	4,8
Royaume-Uni	3,3
France	2,4
Pays-Bas	1,9
Suisse	1,9
Australie	1,7
Allemagne	1,7
Hong Kong	0,7
Suède	0,7
Danemark	0,6
Autres pays	5,6

31 MARS 2022

TYPE DE FONDS SOUS-JACENT	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Fonds négociés en bourse	57,3
Fonds de revenu	25,3
Fonds d'actions	17,4
Trésorerie	1,8
Autre	(1,8)

RÉPARTITION SECTORIELLE EFFECTIVE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Obligations de sociétés	24,9
Services financiers	12,5
Technologie de l'information	10,4
Obligations d'État	9,6
Produits industriels	7,1
Consommation discrétionnaire	7,0
Matériaux	5,6
Services de communication	5,6
Énergie	4,6
Soins de santé	4,0
Consommation de base	3,7
Services publics	1,6
Biens immobiliers	1,4
Trésorerie	1,8
Autre	0,2

RÉPARTITION RÉGIONALE EFFECTIVE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Canada	44,1
États-Unis	23,7
Europe (sauf le Royaume-Uni)	12,4
Japon	5,8
Pacifique (sauf le Japon)	5,5
Royaume-Uni	3,9
Moyen-Orient et Afrique	1,5
Amérique latine	1,3
Trésorerie	1,8

La répartition effective présente l'exposition du Fonds par pays, région ou secteur, calculée en tenant compte de la quote-part du Fonds dans des titres de fonds de placement sous-jacents.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

1. Périodes comptables et renseignements généraux

L'information fournie dans les présents états financiers et dans les notes annexes se rapporte aux périodes closes les 31 mars 2023 et 2022, ou est présentée à ces dates, selon le cas. Pour l'exercice au cours duquel une série est établie, l'information fournie se rapporte à la période allant de la date d'établissement à la date marquant la fin de la période en question. Advenant la dissolution d'une série au cours d'une période, la période est comprise entre le début de l'exercice et la date de dissolution. Se reporter à la note 9 a) pour les dates de création et de dissolution de chacune des séries.

Le Fonds a été constitué en fiducie d'investissement à capital variable et à participation unitaire en vertu des lois de la province de l'Ontario aux termes d'une déclaration de fiducie dans sa version modifiée et mise à jour de temps à autre. Le siège social du Fonds est situé au 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario), Canada. Le Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de parts (désignées en tant que « titre » ou « titres ») de séries multiples. Les séries du Fonds sont offertes à la vente aux termes d'un prospectus simplifié ou aux termes d'options de placement avec dispense de prospectus.

Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire » ou « Counsel ») agit comme le gestionnaire et le fiduciaire du Fonds.

2. Base d'établissement et mode de présentation

Les présents états financiers annuels (les « états financiers ») ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). La note 3 présente un résumé des principales méthodes comptables du Fonds en vertu des normes IFRS.

Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans ces états financiers sont en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Fonds, et sont arrondis au millier de dollars près. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'exploitation au moyen de la méthode du coût historique, sauf dans le cas des actifs et des passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (la « JVRN »).

Les présents états financiers ont été approuvés aux fins de publication par le conseil d'administration de Counsel le 5 juin 2023.

3. Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des actifs financiers et des passifs financiers tels des fonds de placement et des instruments dérivés. Le Fonds classe et évalue les instruments financiers conformément à l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Au moment de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Tous les instruments financiers sont comptabilisés dans les états de la situation financière lorsque le Fonds devient partie aux exigences contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie des instruments ont expiré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque le Fonds a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Les opérations d'achat et de vente de placements sont comptabilisées à la date de l'opération.

À la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Profit (perte) net(te) latent(e) de l'état du résultat global.

Les profits et les pertes réalisé(e)s et latent(e)s sur les placements sont calculé(e)s en fonction du coût moyen des placements, mais excluent les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille, qui sont présentés de manière distincte dans l'état du résultat global au poste Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille.

Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des placements sont inclus dans l'état du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les titres rachetables du Fonds confèrent aux porteurs de titres le droit de faire racheter leur participation dans le Fonds contre un montant de trésorerie égal à leur part proportionnelle de la valeur liquidative du Fonds, entre autres droits contractuels. Les titres rachetables du Fonds satisfont aux critères de classement à titre de passifs financiers conformément à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. L'obligation du Fonds à l'égard de l'actif net attribuable aux porteurs de titres est présentée au prix de rachat.

L'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exige la présentation d'information relative aux changements dans les passifs et les actifs, comme les titres du Fonds, découlant d'activités de financement. Les changements relatifs aux titres du Fonds, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie, sont inclus à l'état de l'évolution de la situation financière. Tout changement relatif aux titres non réglé en espèces à la fin de la période est présenté à titre de Sommes à recevoir pour titres émis ou de Sommes à payer pour titres rachetés à l'état de la situation financière. Ces sommes à recevoir et à payer sont normalement réglées peu après la fin de la période.

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait obtenu à la vente d'un actif ou qui serait payé au transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les titres de fonds communs de placement détenus d'un fonds sous-jacent sont évalués un jour ouvrable au prix calculé par le gestionnaire du fonds sous-jacent, conformément à l'acte constitutif du fonds sous-jacent. Les placements, y compris les fonds négociés en bourse (« FNB »), cotés à une bourse des valeurs mobilières ou négociés sur un marché hors cote sont évalués selon le dernier cours de marché lorsque le cours se situe à l'intérieur d'un écart acheteur-vendeur pour le placement. Lorsque le dernier cours de marché ne se situe pas à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le point le plus représentatif de la juste valeur dans cet écart en fonction de faits et de circonstances spécifiques. Le coût des placements est déterminé selon la base du coût moyen pondéré.

Bien que ce ne soit pas le cas actuellement, le Fonds peut avoir recours à des contrats de change à terme en guise de couverture contre les pertes occasionnées par des fluctuations des taux de change. L'évaluation des instruments dérivés est effectuée quotidiennement, au moyen des sources usuelles d'information provenant des Bourses pour les instruments dérivés cotés en Bourse et des demandes précises auprès des courtiers relativement aux instruments dérivés hors cote.

La valeur des contrats à terme de gré à gré représente le profit ou la perte qui serait réalisé(e) si, à la date d'évaluation, les positions détenues étaient dénouées. La variation de la valeur des contrats à terme de gré à gré est incluse dans les états du résultat global au poste Profit (perte) net(te) latent(e).

Le Fonds classe la juste valeur de ses actifs et de ses passifs en trois catégories, lesquelles se différencient en fonction de la nature des données d'entrée, observables ou non, et de la portée de l'estimation requise.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Niveau 1 – Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement, y compris des prix cotés sur des marchés inactifs et provenant de courtiers en valeurs mobilières reconnus;

Niveau 3 – Données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Aux 31 mars 2023 et 31 mars 2022, tous les placements (constitués de parts de fonds communs de placement et de FNB) étaient classés dans le niveau 1. Aucun transfert important n'a eu lieu entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des périodes.

c) Comptabilisation des produits

Les distributions des fonds de placement sous-jacents sont comptabilisées à la date de déclaration. Les distributions de dividendes au Canada sont incluses dans le revenu de dividendes. Les distributions à même les gains en capital des fonds sous-jacents sont incluses dans les profits (pertes) net(te)s réalisé(e)s. Les autres distributions sont incluses dans le revenu d'intérêts et autres revenus. Les profits ou les pertes réalisés à la vente de placements, y compris les profits ou les pertes de change sur ces placements, ainsi que les gains ou les pertes latents sont calculés en fonction du coût moyen.

Le Fonds peut investir dans des FNB gérés par Placements Mackenzie (une société affiliée à Counsel), lesquels sont présentés dans le tableau des placements. Le Fonds reçoit un revenu provenant des rabais sur les frais à l'égard des frais de gestion payés indirectement à Mackenzie, ce qui annule les frais de gestion indirectement liés au rendement de ces fonds sous-jacents.

Les revenus, les profits (pertes) réalisé(e)s et les profits (pertes) latent(e)s sont répartis quotidiennement et proportionnellement entre les séries.

d) Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille

Les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille sont des charges engagées en vue d'acquérir, d'émettre ou de céder des actifs financiers ou des passifs financiers. Ils comprennent les honoraires et les commissions versés aux agents, aux bourses, aux courtiers et aux autres intermédiaires. Tous les frais de courtage engagés par le Fonds en lien avec les opérations de portefeuille pour les périodes, ainsi que les autres frais d'opérations, sont présentés dans les états du résultat global. Les activités de courtage sont attribuées aux courtiers en fonction du meilleur résultat net pour le Fonds. Sous réserve de ces critères, des commissions peuvent être versées à des sociétés de courtage qui offrent certains services (ou les paient), outre l'exécution des ordres, y compris la recherche, l'analyse et les rapports sur les placements, et les bases de données et les logiciels à l'appui de ces services. La valeur de certains services exclusifs fournis par des courtiers ne peut être estimée raisonnablement.

e) Opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Le Fonds est autorisé à effectuer des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, tel qu'il est défini dans le prospectus simplifié du Fonds. Ces opérations s'effectuent par l'échange temporaire de titres contre des biens donnés en garantie comportant l'engagement de rendre les mêmes titres à une date ultérieure. Le revenu tiré de ces opérations se présente sous forme de frais réglés par la contrepartie et, dans certains cas, sous forme d'intérêts sur la trésorerie ou les titres détenus en garantie. Le revenu tiré de ces opérations est présenté dans les états du résultat global et comptabilisé lorsqu'il est gagné. Les opérations de prêts de titres sont gérées par la Banque Canadienne Impériale de Commerce (l'« agent de prêt de titres »). La valeur de la trésorerie ou des titres détenus en garantie doit équivaloir à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés, vendus ou achetés. La note 9 résume les détails relatifs aux titres prêtés et aux biens reçus en garantie, et présente un rapprochement des revenus de prêt de titres, le cas échéant. Les biens reçus en garantie comprennent des titres de créance du gouvernement du Canada et d'autres pays, de gouvernements provinciaux, d'administrations municipales et d'institutions financières du Canada.

f) Devise

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les achats et les ventes de placements en devises ainsi que les dividendes, le revenu d'intérêts et les intérêts débiteurs en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

Les profits (pertes) de change à l'achat ou à la vente de devises sont comptabilisés dans les états du résultat global au poste Profit (perte) net(te) réalisé(e).

La juste valeur des placements ainsi que des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur chaque jour ouvrable.

g) Actif net attribuable aux porteurs de titres, par titre

L'actif net attribuable aux porteurs de titres par titre est calculé en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de titres d'une série de titres un jour ouvrable donné par le nombre total de titres de la série en circulation ce jour-là.

h) Valeur liquidative par titre

La valeur liquidative par titre est déterminée pour les achats et les rachats de titres conformément aux méthodes présentées dans le prospectus simplifié et la notice annuelle du Fonds. Ces méthodes peuvent différer des principes d'évaluation selon les normes IFRS. Aux 31 mars 2023 et 31 mars 2022, il n'existait aucune différence de la sorte.

i) Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, par titre

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation par titre figurant dans l'état du résultat global représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation pour la période, divisée par le nombre moyen pondéré de titres en circulation au cours de la période.

j) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de la période précédente ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à la présentation adoptée pour la période considérée.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

3. Principales méthodes comptables (suite)

k) Modifications comptables futures

Counsel a déterminé qu'aucune incidence importante sur ses états financiers ne découle des normes IFRS publiées mais non encore en vigueur.

4. Estimations et jugements comptables critiques

L'établissement de ces états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant principalement une incidence sur l'évaluation des placements. Les estimations et les hypothèses sont révisées de façon continue. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Utilisation de jugements

Classement et évaluation des placements

Lors du classement et de l'évaluation des instruments financiers détenus par le Fonds, le gestionnaire doit exercer des jugements importants afin de déterminer le classement le plus approprié selon l'IFRS 9. Le gestionnaire a examiné le modèle économique du Fonds, ses engagements envers les porteurs de titres et la manière dont les placements sont gérés et évalués dans leur ensemble et a déterminé que la désignation irrévocable des instruments financiers comme étant des actifs financiers ou des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net constitue la méthode d'évaluation et de présentation la plus appropriée pour les placements et les instruments financiers du Fonds.

Monnaie fonctionnelle

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds, étant considéré comme la monnaie qui représente le plus fidèlement les effets économiques des opérations, des événements et des conditions sous-jacents du Fonds, compte tenu de la manière dont les titres sont émis et rachetés et dont le rendement et la performance du Fonds sont évalués.

Intérêts dans des entités structurées non consolidées

Afin de déterminer si un fonds de placement à capital variable non coté ou un FNB dans lequel le Fonds investit (« Fonds sous-jacents »), mais qu'il ne consolide pas, respecte la définition d'une entité structurée, le gestionnaire doit exercer des jugements importants visant à établir si ces fonds sous-jacents possèdent les caractéristiques typiques d'une entité structurée. Ces Fonds sous-jacents ne respectent pas la définition d'une entité structurée, car :

- I. les droits de vote dans les Fonds sous-jacents ne sont pas des facteurs dominants pour décider qui les contrôle;
- II. les activités des Fonds sous-jacents sont assujetties à des restrictions aux termes de leurs documents de placement;
- III. les Fonds sous-jacents ont un objectif de placement précis et bien défini visant à offrir des occasions de placement aux investisseurs tout en leur transmettant les risques et avantages connexes.

Par conséquent, de tels placements sont comptabilisés à la JVRN. La note 9 e) résume les détails des participations des Fonds dans ces Fonds sous-jacents. Ces Fonds sous-jacents peuvent comprendre des fonds gérés par Counsel qui portent la mention Counsel ou IPC et qui sont présentés dans le tableau des placements.

5. Impôts sur le résultat

Le Fonds est admissible à titre de fiduciaire à participation unitaire en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Par conséquent, il est assujéti à l'impôt pour ce qui est de ses bénéfices, y compris le montant net des gains en capital réalisés pour l'année d'imposition, qui ne sont ni payés ni à payer à ses porteurs de titres à la fin de l'année d'imposition. La fin de l'année d'imposition du Fonds est le 31 décembre. Le Fonds peut être assujéti aux retenues à la source d'impôts étrangers. En général, le Fonds traite les retenues d'impôts à la source en tant que charges portées en réduction du bénéfice aux fins du calcul de l'impôt. Le Fonds distribuera des montants suffisants tirés de son bénéfice net aux fins du calcul de l'impôt, au besoin, afin de ne pas payer d'impôt sur le résultat, à l'exception des impôts remboursables sur les gains en capital, le cas échéant.

Les pertes du Fonds ne peuvent être attribuées aux porteurs de titres et sont conservées par le Fonds pour des exercices futurs. Les pertes autres qu'en capital subies peuvent être reportées prospectivement jusqu'à 20 ans afin de réduire le bénéfice imposable et les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Les pertes nettes en capital peuvent être reportées prospectivement indéfiniment afin de réduire les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Se reporter à la note 9 d) pour un sommaire des reports prospectifs de pertes du Fonds.

6. Frais de gestion et frais d'exploitation

Counsel reçoit des frais de gestion pour l'organisation des services de gestion du portefeuille de placements, l'analyse des placements, la formulation de recommandations et la prise de décisions quant aux placements, ainsi que pour la prise de dispositions de courtage pour l'achat et la vente de titres en portefeuille et la conclusion d'ententes avec des courtiers inscrits pour l'achat et la vente de titres du Fonds par des porteurs de titres.

Des frais d'administration annuels à taux fixe (les « frais d'administration ») sont facturés à chaque série du Fonds, le cas échéant, et, en retour, Counsel prend en charge tous les frais d'exploitation du Fonds autres que certains frais précis associés au Fonds.

Les autres frais associés au Fonds comprennent les taxes et impôts (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH et l'impôt sur le résultat), les intérêts et les coûts d'emprunt, l'ensemble des frais et des charges du Comité d'examen indépendant des fonds Counsel, les coûts engagés pour respecter l'exigence réglementaire en matière de production de l'Aperçu du Fonds, et tous les nouveaux frais associés aux services externes qui n'étaient pas généralement facturés dans le secteur canadien des fonds communs de placement après la date de dépôt du plus récent prospectus simplifié du Fonds.

Counsel peut renoncer aux frais de gestion ou aux frais d'administration ou les absorber à son gré et mettre fin à la renonciation ou à l'absorption de ces frais en tout temps, sans préavis. Se reporter à la note 9 a) pour les taux des frais de gestion et d'administration imputés à chaque série de titres.

7. Capital du Fonds

Le capital du Fonds est réparti entre les différentes séries, lesquelles comportent chacune un nombre illimité de titres. Les titres en circulation du Fonds aux 31 mars 2023 et 2022 (selon le cas) ainsi que les titres qui ont été émis, réinvestis et rachetés au cours des périodes sont présentés dans les états de l'évolution de la situation financière. Counsel gère le capital du Fonds conformément aux objectifs et aux stratégies de placement décrits à la note 8 a).

MANDAT CROISSANCE ÉQUILIBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

8. Risques découlant des instruments financiers

a) Exposition au risque et gestion du risque

Les activités de placement du Fonds l'exposent à divers risques financiers, tels qu'ils sont définis dans l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). L'exposition du Fonds aux risques financiers est concentrée dans ses placements, lesquels sont présentés dans le tableau des placements, regroupés par type d'actif, par région géographique et par secteur.

Le gestionnaire cherche à atténuer les éventuelles répercussions néfastes de ces risques sur le rendement du Fonds par l'embauche de conseillers en portefeuille professionnels et expérimentés, par la surveillance quotidienne des positions du Fonds et des événements du marché ainsi que par la diversification du portefeuille de placements en respectant les contraintes des objectifs et des stratégies de placement du Fonds, décrits à la note 9 b) et, le cas échéant, par l'utilisation de dérivés afin de couvrir certaines expositions au risque. Pour faciliter la gestion des risques, le gestionnaire maintient également une structure de gouvernance, dont le rôle consiste à superviser les activités de placement du Fonds et à s'assurer de la conformité avec la stratégie de placement établie du Fonds, les directives internes et la réglementation des valeurs mobilières.

Le Fonds applique une stratégie de placement passive en vertu de laquelle les placements dans les titres de fonds de placement sous-jacents reposent sur des pondérations d'actifs cibles. Laissés à eux-mêmes, les placements peuvent s'écarter de ces pondérations cibles au gré des fluctuations du marché. Counsel surveille ces écarts et, s'ils deviennent importants, les placements du Fonds sont rééquilibrés et ramenés aux pondérations cibles. Les pondérations cibles de chacun des fonds de placement sous-jacents et leur sélection reposent sur de nombreux facteurs, y compris l'incidence sur la volatilité du Fonds et la diversification des catégories d'actif, et elles peuvent changer en fonction de l'évaluation de Counsel de la conjoncture du marché.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à respecter ses obligations financières au fur et à mesure que celles-ci deviennent exigibles. Le Fonds est exposé au risque de liquidité en raison des rachats potentiels quotidiens en trésorerie de titres rachetables. Afin de suivre la liquidité de ses actifs, le Fonds utilise un programme de gestion du risque de liquidité qui calcule, au moyen d'une méthode de liquidation sur plusieurs jours, le nombre de jours nécessaire pour convertir en trésorerie les placements qu'il détient. Cette analyse du risque de liquidité permet d'évaluer le niveau de liquidité du Fonds par rapport à des pourcentages minimums prédéterminés, établis pour différentes périodes. Par ailleurs, le Fonds peut emprunter jusqu'à 5 % de la valeur de son actif net pour financer les rachats. Pour agir en conformité avec la réglementation sur les valeurs mobilières, le Fonds doit conserver au moins 85 % de son actif dans des placements liquides (c.-à-d. des placements qui peuvent être rapidement vendus).

c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement pris envers le Fonds.

Toutes les opérations sur titres cotés sont effectuées par des courtiers approuvés. Afin de réduire la possibilité d'un défaut de règlement, la livraison des titres vendus se fait simultanément contre paiement, quand les pratiques du marché le permettent, au moyen d'un dépôt central ou d'une agence de compensation et de dépôt lorsque c'est la façon de procéder.

La valeur comptable des placements et des autres actifs représente l'exposition maximale au risque de crédit à la date des états de la situation financière. Le Fonds peut effectuer des opérations de prêt de titres avec d'autres parties et peut aussi être exposé au risque de crédit découlant des contreparties aux instruments dérivés qu'il pourrait utiliser. Le risque de crédit associé à ces opérations est jugé minime puisque toutes les contreparties ont une cote de crédit équivalant à une cote de crédit Standard & Poor's d'au moins A-1 (faible) pour la dette à court terme ou de A pour la dette à long terme, selon le cas.

La plus importante exposition indirecte du Fonds au risque de crédit est liée aux titres et aux dérivés détenus par les fonds sous-jacents. Pour de plus amples renseignements sur le risque de crédit associé aux fonds sous-jacents, se reporter à leurs états financiers respectifs qui sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou à l'adresse www.counsel.services.com.

d) Risque de change

Le risque de change est le risque que les instruments financiers libellés ou échangés dans une monnaie autre que le dollar canadien, qui est la monnaie fonctionnelle du Fonds, fluctuent en raison de variations des taux de change. En règle générale, la valeur des placements libellés dans une devise augmente lorsque la valeur du dollar canadien baisse (par rapport aux devises). À l'inverse, lorsque la valeur du dollar canadien augmente par rapport aux devises, la valeur des placements libellés dans une devise baisse.

La note 9 c) indique la sensibilité du Fonds au risque de change, y compris l'incidence indirecte potentielle liée aux fonds de placement sous-jacents dans lesquels le Fonds investit, et aux contrats d'instruments dérivés, y compris les contrats de change à terme de gré à gré. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important. Les autres actifs financiers et passifs financiers (y compris les dividendes et les intérêts à recevoir, ainsi que les sommes à recevoir ou à payer pour les placements vendus ou achetés) libellés en devises n'exposent pas le Fonds à un risque de change important.

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux instruments financiers portant intérêt. Le Fonds est exposé au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt fluctue en fonction des variations des taux d'intérêt du marché en vigueur. En règle générale, la valeur de ces titres augmente lorsque les taux d'intérêt baissent et diminue lorsqu'ils augmentent.

La note 9 c) résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt si les taux d'intérêt en vigueur avaient connu une hausse ou une baisse de 1 %, la courbe des taux évoluant en parallèle et toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important. La sensibilité du Fonds au risque de taux d'intérêt illustrée comprend l'incidence indirecte potentielle liée aux fonds de placement sous-jacents.

f) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des instruments financiers fluctue en fonction des variations des cours du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations découlent de facteurs propres à un placement individuel ou à son émetteur, ou d'autres facteurs ayant une incidence sur tous les instruments négociés sur un marché ou un segment du marché. Tous les placements présentent un risque de perte en capital. Ce risque est géré grâce à une sélection minutieuse de placements et d'autres instruments financiers conformes à la stratégie de placement.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

8. Risques découlant des instruments financiers (suite)

f) Autre risque de prix (suite)

L'autre risque de prix découle habituellement de l'exposition aux titres de capitaux propres. La note 9 c) illustre l'augmentation ou la diminution potentielle de l'actif net du Fonds, par l'intermédiaire de fonds de placement sous-jacents, si les cours des bourses où se négocient ces titres avaient augmenté ou diminué de 10 %, toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important.

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

9. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a))

a) Constitution du Fonds et renseignements sur les séries

Série	Date d'établissement/ de rétablissement	Placement minimal (\$)	Frais de gestion ⁴ (%)	Frais d'administration ⁴ (%)
Série A ¹	30 octobre 2020	150 000	1,80	0,15
Série F ²	30 octobre 2020	150 000	0,80	0,15
Série I ^{2,3,4}	30 octobre 2020	150 000	–	0,15
Série Patrimoine privé ⁵	30 octobre 2020	–	–	0,15

¹ Les titres de la série A sont les seuls qui sont assujettis à des frais d'acquisition. Les titres peuvent être assujettis à des frais négociés allant jusqu'à 5 % au moment de la souscription initiale.

² Des frais de consultation négociables ou des frais établis en fonction de l'actif (plus les taxes de vente) sont à payer par les investisseurs à leur(s) courtier(s) relativement aux titres de cette série détenus. Les frais peuvent être perçus par Counsel dans le compte de l'investisseur au moyen du rachat de titres et remis au courtier à la demande de l'investisseur. Le courtier peut également percevoir les frais directement auprès de l'investisseur.

³ Les frais de gestion liés à cette série sont de 0,80 % et ils sont payables directement à Counsel, généralement au moyen du rachat mensuel de titres.

⁴ Counsel peut, à sa discrétion, renoncer aux frais de gestion (directement ou indirectement) ou aux frais d'administration payables par les investisseurs ou les diminuer. Les investisseurs particuliers peuvent être admissibles à une remise sur les frais de gestion sous réserve de certaines exigences, comme le décrit le prospectus simplifié du Fonds.

⁵ Aucuns frais de gestion ne sont imputés à la série Patrimoine privé. Un investisseur doit conclure une entente pour prendre part à un programme géré discrétionnaire offert par IPC Valeurs mobilières et accepter de payer certains frais fondés sur l'actif.

b) Objectifs et stratégies de placement

Le Fonds cherche à procurer aux investisseurs un équilibre entre revenu et appréciation du capital à long terme en investissant, directement ou par l'entremise de titres d'autres fonds de placement, dans des actions et des titres à revenu fixe de divers émetteurs canadiens, américains et internationaux. La pondération des catégories d'actifs du Fonds se fera généralement dans les proportions suivantes : 50 % à 70 % dans des titres de capitaux propres et 30 % à 50 % dans des titres à revenu fixe. Le Fonds cherche à profiter d'une exposition à un fonds sous-jacent concentré d'actions américaines.

c) Risques découlant des instruments financiers

i. Risque de change

Incidence sur l'actif net	Renforcement de 5 %		Affaiblissement de 5 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2023	(851)	(2,5)	851	2,5
31 mars 2022	(694)	(2,4)	694	2,4

ii. Risque de taux d'intérêt

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 1 %		Diminution de 1 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2023	(559)	(1,6)	559	1,6
31 mars 2022	(335)	(1,2)	335	1,2

iii. Autre risque de prix

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2023	1 940	5,7	(1 940)	(5,7)
31 mars 2022	1 830	6,4	(1 830)	(6,4)

d) Reports prospectifs de pertes

Pertes autres qu'en capital reportées (\$)	Pertes nettes en capital reportées (\$)
–	–

MANDAT CROISSANCE ÉQUILBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

9. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a)) (suite)

e) Intérêts dans des entités structurées non consolidées

Les détails des placements du Fonds dans des fonds sous-jacents aux 31 mars 2023 et 2022 sont les suivants :

31 mars 2023	% de l'actif net du Fonds sous-jacent	Juste valeur des placements du Fonds (\$)
Counsel U.S. Growth, série O	2,0	6 086
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	17,3	9 427
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	0,0	2 794
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	0,2	1 019
FINB Actions canadiennes Mackenzie	0,6	6 522
FINB Actions internationales Mackenzie	1,3	7 148
FNB indiciel d'obligations canadiennes à long terme Vanguard	1,2	1 122

31 mars 2022	% de l'actif net du Fonds sous-jacent	Juste valeur des placements du Fonds (\$)
Counsel U.S. Growth, série O	1,5	4 983
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	24,4	7 282
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	0,0	1 709
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	0,3	1 431
FINB Actions canadiennes Mackenzie	0,5	6 238
FINB Actions internationales Mackenzie	1,8	7 108

f) Prêt de titres

	31 mars 2023	31 mars 2022
	(\$)	(\$)
Valeur des titres prêtés	–	–
Valeur des biens reçus en garantie	–	–

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
Revenus de prêts de titres bruts	3	100,0	–	–
Impôt retenu à la source	–	–	–	–
	3	100,0	–	–
Paiements à l'agent de prêt de titres	–	–	–	–
Revenu tiré du prêt de titres	3	100,0	–	–